



La méthode Pap Ndiaye : « Il faut se demander pourquoi la transmission des savoirs se fait moins bien en France »

Entretien (3/5). Le ministre de l'Éducation nationale s'est longuement livré à « l'Obs » sur son projet pour l'école dans un entretien que nous publions en cinq parties. Aujourd'hui : le niveau qui baisse, les apories du collège unique et l'éducation affective et sexuelle. Lecture de L'Obs en cours sur un autre appareil

Vous pouvez lire L'Obs sur un seul appareil à la fois.

Continuer à lire ici

Ce message s'affichera sur l'autre appareil

Pourquoi voyez-vous ce message ?

Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire L'Obs avec ce compte sur un autre appareil. Vous ne pouvez lire L'Obs que sur un seul appareil à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

Comment ne plus voir ce message ? Cliquez sur « Continuer à lire ici » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter L'Obs avec ce compte.

Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ? Nous vous conseillons de modifier votre mot de passe.

Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ? Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec votre compte.

Y-a-t-il d'autres limites ? Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

Des constats anciens, quelques professions de foi sympathiques, beaucoup de remerciements... Pap Ndiaye s'est montré extrêmement prudent depuis cinq mois dans ses déclarations. Est-ce pour autant une éclipse ou un renoncement ? Pas forcément. Quand il s'inscrit selon son désir dans « l'épaisseur du temps long » – en l'occurrence une interview fleuve de deux fois deux heures dans l'A350 d'Air Caraïbes – le ministre historien parle finalement très librement et, en bon intellectuel, ne se soustrait à aucune question, quitte à tourner sa langue sept fois dans sa bouche.

Tout soucieux qu'il est de s'appuyer sur la concertation et l'intelligence collective, le prudent Pap n'en nourrit pas moins de très grandes ambitions pour l'Éducation nationale et réfléchit à des remèdes de cheval pour soigner ses nombreuses maladies. Une fois qu'il aura bien observé, bien consulté, bien échangé, viendra le temps des décisions. Et de cette autre qualité dont il se dit bien doté : la capacité de conviction. Aujourd'hui : le niveau-qui-baisse, les apories du collège unique et l'éducation affective et sexuelle.

Vous êtes confronté à une école française en crise qui, à chaque enquête internationale, se révèle peu performante et très inégalitaire. Pendant cinq ans, le gouvernement nous a expliqué que l'origine du mal, c'était le primaire. Vous nous dites désormais que c'est le collège, allant même jusqu'à le qualifier d'« homme malade du système scolaire ». Pourquoi cette inflexion ?

Pap Ndiaye Parce que l'élan a déjà été donné au primaire, que nous allons poursuivre tout ce qui a été engagé – dédoublement des classes, plans de formation des



professeurs des écoles pour améliorer l'enseignement du français et des mathématiques – mais qu'il y a objectivement encore beaucoup de travail à faire au collège. Le collège est le lieu où les résultats d'un trop grand nombre d'élèves n'augmentent pas, le lieu de ce que j'appellerais la grande divergence entre les enfants les mieux armés scolairement et ceux qui, rapidement, dès la sixième, décrochent, le déterminisme social en la matière étant très fort. C'est donc là effectivement que mon attention va prioritairement se porter.

Comment comptez-vous vous y prendre ?

Ce qui est certain, pour commencer, c'est que la transition entre le primaire et le collège doit être travaillée. Pour de nombreux élèves, la marche est haute. Ils peinent à s'organiser, avec des professeurs qui par définition passent moins de temps avec chacun d'eux et avec des exigences, notamment en termes de travail personnel, beaucoup plus élevées qu'au CM2. D'où les réflexions que nous avons lancées autour de classes de sixième « tremplin » où le nombre d'enseignants face aux élèves serait sensiblement réduit.

Cela concernerait tous les élèves ou seulement ceux jugés fragiles ?

Ça n'est pas encore tranché mais c'est déjà l'objet de discussions.

Si cela concerne tous les élèves, cela reviendrait à changer le statut des professeurs de collège en leur faisant enseigner plusieurs disciplines...

Non. En revanche, la formation des enseignants doit être retouchée pour les préparer de manière plus adaptée aux niveaux où ils seront amenés à intervenir. Cela vaut autant pour le secondaire que pour le primaire. Il est évident que l'on n'enseigne pas de la même manière en maternelle et en CM2 et pourtant tous les professeurs des écoles reçoivent la même formation initiale. Nous devons également ouvrir la discussion sur le niveau universitaire nécessaire pour passer les concours tout en préservant le principe d'une formation bac + 5. Je sais que certains grands syndicats n'y sont pas opposés. Il faut donc avancer en prenant l'avis de toutes les parties prenantes, notamment ma collègue en charge du Supérieur Sylvie Retailleau.

Votre volonté de donner la priorité au collège s'appuie sur des enquêtes nationales ou internationales qui montrent qu'une proportion importante d'élèves – entre 20 % et la moitié – sortent de troisième avec un niveau très fragile en maths, en français mais également en langues. Quelles pistes envisagez-vous pour y remédier ?

La question, c'est d'abord celle de la pédagogie. En termes d'heures de cours consacrées aux langues et aux fondamentaux maths-français, nous sommes plutôt dans la très bonne moyenne des pays de l'OCDE. Il ne servirait donc à rien d'en rajouter. Il faut plutôt se poser la question de comment on enseigne ces disciplines et pourquoi la transmission des savoirs et des compétences se fait manifestement moins bien en France que dans d'autres pays.

Vous avez des clés ?

Je n'ai pas de plan ficelé permettant de tout solutionner. Vous avez compris que ce n'est pas ma façon de faire. Les choses doivent être élaborées avec tous les acteurs, au premier rang desquels les enseignants. Pour les mathématiques, le rapport Villani-Torossian publié en 2018 a identifié des points de vigilance : privilégier une approche moins abstraite et désincarnée, passer par la manipulation, le projet, tout en formulant plus explicitement les notions apprises. Pour les langues, nous en sommes encore à travailler sur le constat. Ce que je vois toutefois et qui me préoccupe, c'est que les élèves de 2022 parlent à peine mieux l'anglais que ceux de ma génération alors qu'ils baignent dans une culture globale où la langue de Shakespeare et... Beyoncé est omniprésente. En toute logique, cela devrait faciliter leur apprentissage.

Beaucoup de profs de langues remettent en cause la fiabilité du test Evalang sur lequel



vous appuyez votre constat. Leurs élèves seraient bien meilleurs que ce qu'indiqueraient ses résultats...

Je peux comprendre que des enseignants aient pu se sentir attaqués dans leur travail, je ne remets pas en cause leur compétence, leur dévouement, mais je ne partage pas ce point de vue. Evalang n'est pas une évaluation scolaire classique où il suffit de réciter sa leçon. C'est un test de positionnement qui cherche à évaluer la capacité à se débrouiller dans une langue étrangère en autonomie. Le fait que la moitié de nos élèves n'ait pas dépassé le niveau « découverte » au bout de neuf ans de scolarité doit nous interpeller. D'autant qu'on ne me retirera pas de l'esprit qu'il existe dans cette génération une envie forte d'apprendre l'anglais pour suivre telle série, pour avoir des nouvelles de tel sportif, chanteur ou comédien. Ce qui est vrai, c'est que Shakespeare a peut-être moins d'attrait qu'il y a quarante ans. Cela pose alors la question des supports de cours. Dans quel sens ? Je suis ouvert sur la question mais on peut et on doit faire mieux.

La principale maladie du collège, n'est-ce pas aussi sa schizophrénie ? On le voudrait « unique » et « pour tous » mais on l'a construit comme l'antichambre du lycée général, concentrée sur des disciplines très abstraites. Les savoirs pratiques, les compétences manuelles y sont totalement absents. Souhaitez-vous rééquilibrer les choses ?

L'objectif du travail que je lance est bien de mener une réflexion globale sur la place et le rôle du collège, par la concertation, et de manière ambitieuse. Je vous accorde que le collège, tel que nous le connaissons aujourd'hui est d'abord fait pour ceux qui se destinent à la voie générale alors qu'un tiers de nos jeunes poursuit en lycée professionnel ou en apprentissage. Evidemment, il faudra entamer une réflexion de fond sur les programmes. J'insiste néanmoins à nouveau sur le fait que nous ne mettrons pas sur la table une réforme du collège du jour au lendemain, sans obtenir l'adhésion des parties prenantes. L'histoire a montré que c'était totalement vain.

S'il y a un sujet sur lequel vous oubliez votre prudence, c'est celui de l'éducation affective et sexuelle. Vous souhaitez lui redonner vie. Beaucoup de familles considèrent que ce n'est pas l'affaire de l'Education nationale, que c'est leur pré carré. Ont-elles tort ?

Sortons de l'hypocrisie. Qui s'occupe aujourd'hui d'éducation affective et sexuelle ? Depuis 2001, il est prévu que chaque élève français bénéficie de trois séances par an d'éducation à la sexualité du CP à la terminale. Or, il ressort de l'enquête flash que j'ai diligentée à la rentrée que seuls 15 % des écoles et des établissements se plient à cette obligation. Nous allons donc relancer cette politique en commençant tout simplement par appliquer la loi. Je comprends que beaucoup d'enseignants ressentent des inhibitions car c'est un sujet sensible, facilement inflammable mais nous venons de publier des vade-mecum très complets, adaptés à chaque niveau, que j'ai moi-même relus et qui vont leur permettre de s'engager sereinement sur ce terrain. La conséquence de notre inaction collective, nous la connaissons tous : l'éducation sexuelle d'un nombre croissant de jeunes se fait par le biais d'internet, voire de la pornographie. Cela ne fait qu'accentuer les comportements virilistes déjà trop présents chez nos élèves, comportements qui nourrissent à la fois les phénomènes de harcèlement et les violences sexistes et sexuelles.

Avec vos vade-mecum, vous ne craignez pas de susciter une polémique semblable à celle qui s'était développée en 2015 après la publication des ABCD de l'égalité

Je pense que la société française est beaucoup plus avancée sur ces questions que ne le laissent entendre certains groupes de pression et partis politiques. Je n'ai pas d'étude là-dessus mais c'est mon intime conviction. Si l'on fait preuve de pédagogie, les choses se passeront bien. Je suis par ailleurs frappé par le nombre de jeunes filles qui lors de mes visites m'interpellent sur ce dossier.



Dans la même ligne que l'éducation sexuelle, il y a la lutte contre les stéréotypes de genre. Beaucoup de jeunes filles, les mêmes peut-être qui vous interpellent, continuent à se détourner des filières scientifiques. Faut-il l'acter et considérer que cela relève de leur liberté ? Ou cette situation vous inquiète et devrait faire l'objet d'un traitement politique ?

Il faut rectifier les choses, c'est évident, et rapidement. On se prive de talents dans des secteurs – les maths, la physique, l'ingénierie – où les besoins sont énormes. C'est une perte sèche pour le pays en plus d'être une injustice à l'échelle individuelle. Avec ma collègue en charge du Supérieur, Sylvie Retailleau, qui est elle-même une grande scientifique, nous allons faire des propositions en ce sens. L'inspection générale et les services de nos deux ministères y travaillent déjà. C'est un vrai sujet de politique publique qui ne concerne pas seulement les dernières années de la scolarisation. Les élèves filles et garçons arrivent en CP avec les mêmes capacités dans l'appréhension des nombres mais dès le début de CE1, on constate un biais genré en faveur de ces derniers. Tout nous amène donc à penser que l'école joue un rôle, notamment la manière dont les enseignants interagissent avec les enfants.

Pourtant l'immense majorité des professeurs des écoles sont des femmes...

Ce qui suggère que ça n'est aucunement une garantie contre les biais de genre.

A suivre : la laïcité, à nouveau au cœur de l'actualité avec l'affaire des abayas, et la diversité sociale et culturelle, de la primaire... à la prépa.

